de son voisin. A Belgrade on acceptait cette procédure. Les relations diplomatiques reprennent. Et tout est bien qui finit bien.

La question était-elle réglée ? L'accès albanais était-il percé ? Ceci est une autre histoire. La politique italienne avait, au fond, gain de cause. Elle a voulu éviter que la Société des Nations ne se saisît de l'affaire, n'évoquât la situation d'Ahmed beg Zogou, ne jugeât le traité de Tirana, instituant, contrairement au Pacte, le protectorat italien sur l'Albanie vassalisée. Et la France et la Grande-Bretagne ont voulu, avant toutes choses, retirer ce calice des lèvres des Aréopagites genevois. Immédiatement la *Tribuna* proclame la faillite de la S. D. N., le retour à la diplomatie d'autrefois. Et le *Giornale d'Italia* donne des conseils de modération... à Belgrade. Un avertissement : « Il serait désirable, écrit-il le 21, qu'à Belgrade et dans les milieux amis (cela veut-il dire en France?) on commençât sérieusement à penser à l'opportunité d'un changement d'attitude à l'égard de la politique italienne. » Le loup et l'agneau sont éternels.

Or, d'Albanie peut surgir, d'un jour à l'autre, un nouvel incident grave. La situation n'est point calme. Contre le gouvernement d'Ahmed Zogou, nombreuses tribus s'agitent. On se rappelle les aventures, au début de 1914 du prince de Wied, le *mbret* (empereur) d'Albanie, protégé de l'Italie et de l'Autriche, ses démêlés avec Essâd pacha, jusqu'au jour où il fut, lui-même, contraint de se réembarquer. Les chefs albanais ne sont pas plus enclins que jadis à obéir au pouvoir central. Le gouvernement de Tirana n'aurait pas le sou sans l'assistance de la « Banque d'Albanie », d'essence italienne. Le gouvernement de Tirana n'aurait pas d'armée sans l'aide